



## L'Édito

La France a remis sa copie pour le Plan stratégique national (PSN). C'est la première fois qu'on demande aux Etats de formaliser un plan stratégique pour adapter le cadre communautaire général aux spécificités nationales. Curieusement, l'actuelle Commission européenne n'a pas remis en cause le cadre défini par la précédente. Pourtant, celle-ci n'avait pas fait preuve de beaucoup d'imagination pour changer une politique qui, dans sa logique et sa structure, date de 30 ans (1992). Or, la nouvelle Commission a élaboré un projet très différent dans la stratégie « de la ferme à la fourchette ». Comment expliquer un tel immobilisme alors que le contexte a radicalement changé ? Depuis le départ du Royaume-Uni, l'UE dégage un excédent de 50 Mds € de ses échanges agroalimentaires. Seul le Brésil fait mieux. En revanche, aux Etats-Unis, le déficit est de 17 Mds € et en Chine de 80 Mds €. Les points forts de l'UE sont les vins et boissons, les viandes, les produits laitiers et les céréales. Les points faibles sont les produits de la pêche, les fruits et les oléagineux. Or les aides de la Pac, bien qu'en grande partie découplées, soutiennent d'abord les exploitations dédiées aux produits excédentaires et apparaissent indirectement comme une aide à l'exportation. Le prix des céréales s'est envolé alors que la récolte mondiale est la plus importante de l'histoire. Cela risque d'entraîner des conséquences graves dans les pays pauvres qui en dépendent pour leur sécurité alimentaire. Il faudrait être en mesure de prévenir les émeutes de la faim en disposant en Europe de stocks stratégiques suffisants pour contrecarrer les mouvements spéculatifs.

En France, le secteur des fruits et légumes connaît un déficit croissant de plus de 7 Mds €. Faudra-t-il attendre une catastrophe climatique chez notre fournisseur espagnol pour se préoccuper de notre approvisionnement ? De nombreux agriculteurs vont prendre leur retraite prochainement. Les aides à l'hectare ont eu pour résultat de faire monter le prix du foncier agricole. Ne conviendrait-il pas d'aider davantage l'installation, l'emploi et l'innovation ? D'ores-et-déjà, le nouveau gouvernement allemand propose une réponse possible en passant des aides à l'hectare à des aides à l'actif pour la Pac d'après 2027. Les consommateurs souhaitent une meilleure liaison entre production agricole et santé. Comment faire pour que ce ne soit pas un « luxe » réservé aux plus riches ?

Il y a des marges de manœuvre dans les PSN. Le PSN allemand s'engage à porter à 30 % la part du bio en 2027 et le PSN espagnol va limiter les aides à 100 000 € par actif non salarié. La France semble, elle, opter pour le statut quo. En prenant la présidence du Conseil européen au premier semestre 2022, sera-t-elle au rendez-vous de la nécessaire transformation de notre agriculture et de notre politique agricole et commerciale ?